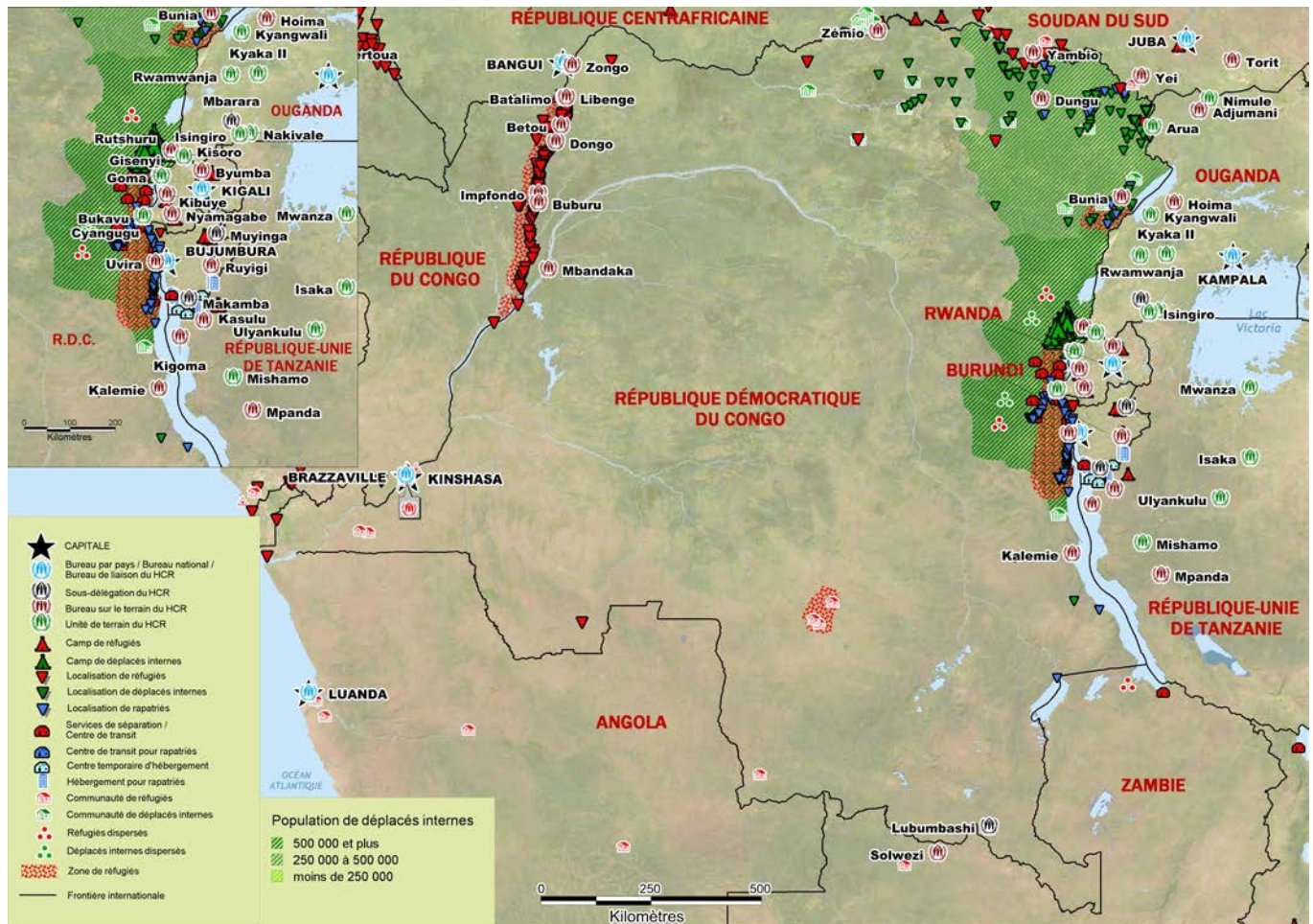


# RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO



## Environnement opérationnel

### Contexte

Les tensions ethniques et l'accès inéquitable aux terres ont entraîné un regain de violence dans l'est et le nord-est de la République démocratique du Congo depuis le début de l'année 2012, provoquant le déplacement de plus de 2,2 millions de personnes à l'intérieur du pays. Qui plus est, près de 70 000 personnes ont franchi la frontière pour se réfugier dans des pays voisins, à savoir l'Ouganda et le Rwanda.

Dans le même temps, au premier semestre 2012, quelque 15 000 réfugiés originaires de la RDC sont rentrés dans leur pays, principalement dans la province de l'Équateur. Le HCR appuiera leur réintégration par des projets axés sur la collectivité et une assistance ciblée sur certains individus afin de renforcer les moyens de subsistance. Plus de 400 000 réfugiés congolais vivent toujours en exil.

Fin 2011, le HCR aidait quelque 101 300 réfugiés accueillis en RDC, essentiellement originaires de l'Angola, du Burundi et du Rwanda.

Les clauses de cessation ayant été invoquées pour les réfugiés angolais le 30 juin 2012, quelque 16 000 Angolais vivant en RDC sont rentrés dans leur pays ; par ailleurs, 2 000 individus bénéficieront d'une procédure d'exemption. Sur les 71 000 anciens réfugiés angolais demeurés en RDC, quelque 23 000 ont exprimé le souhait de regagner

leur pays et quelque 48 000 aimeraient s'intégrer sur place. Dans le cadre de sa stratégie globale de solutions, le HCR soutiendra les deux options en coopération avec les Gouvernements de l'Angola et de la RDC. Avant la fin de l'année, 10 000 personnes devraient regagner leur pays d'origine, suivies par 13 000 autres d'ici à la fin de l'année 2013. Pour les personnes qui souhaitent rester en RDC, environ 1 500 permis de séjour seront émis d'ici à la fin de l'année 2012, de sorte qu'il en restera 46 500 à délivrer en 2013.

En prévision de l'application des clauses de cessation aux réfugiés rwandais en 2013, l'Organisation a aidé quelque 8 000 Rwandais à regagner leur pays depuis le début de l'année 2012. Cette opération de rapatriement se poursuivra en 2013. Malheureusement, l'insécurité qui régnait dans certains secteurs de l'est de la RDC a obligé le HCR à suspendre son aide auprès d'environ 47 500 Rwandais (estimation).

Du fait d'une dégradation générale des conditions de sécurité en République centrafricaine (RCA), quelque 5 000 Centrafricains se sont réfugiés dans la province de l'Équateur, où ils reçoivent actuellement une assistance essentielle.

### Besoins

Le HCR continuera à protéger les réfugiés, aussi bien dans les zones rurales qu'en milieu urbain, tout en les aidant à renforcer leurs

## Chiffres prévisionnels pour la République démocratique du Congo

TYPE DE POPULATION	ORIGINE	JAN. 2013		DÉC. 2013	
		TOTAL DANS LE PAYS	NB PERS. ASSISTÉES PAR LE HCR	TOTAL DANS LE PAYS	NB PERS. ASSISTÉES PAR LE HCR
Réfugiés	Angola	2 000	2 000	2 000	2 000
	Burundi	4 920	4 920	920	920
	RCA	5 000	5 000	5 000	5 000
	Rwanda	47 480	8 000	2 000	2 000
	Pays divers	4 310	4 310	4 570	4 570
Demandeurs d'asile	Burundi	200	200	50	50
	Rwanda	20	20	10	10
	Pays divers	60	60	40	40
Réfugiés rapatriés	RDC	81 000	81 000	56 500	56 500
Déplacés internes	RDC	2 000 000	150 000	1 500 000	100 000
Déplacés de retour	RDC	714 180	285 670	200 000	80 000
Autres personnes relevant de la compétence du HCR	Angola	59 500	59 500	-	-
	Rwanda	-	-	37 480	37 480
<b>Total</b>		<b>2 918 670</b>	<b>600 680</b>	<b>1 808 570</b>	<b>288 570</b>

moyens de subsistance et leur autosuffisance. Pour ceux d'entre eux qui souhaitent rentrer, le HCR organisera des visites de reconnaissance dans les pays d'origine et coordonnera les rapatriements librement consentis. La réinstallation sera considérée comme une solution possible pour les réfugiés les plus vulnérables.

Pour les déplacés internes, le HCR continuera d'assumer la fonction de chef de file du module de la protection et de coordonner l'assistance centrée sur les activités nécessaires à la survie et la prestation de services essentiels, notamment dans les secteurs des abris, de la santé, de l'eau et de l'assainissement.

Pour faciliter la réintégration des populations de retour, l'Organisation appuiera des activités orientées sur la collectivité, dont des programmes de renforcement des moyens de subsistance.

Les violences sexuelles et sexistes continuent d'inquiéter très vivement le HCR. Ces violences empêchent les femmes et les jeunes filles, ainsi que les garçons et les hommes, de mener une vie saine. Les réfugiés et les déplacés internes risquent tout particulièrement d'être victimes de viols et d'abus, chez eux, dans les lieux publics et à l'école, alors que les agresseurs sont rarement poursuivis et punis.

## Stratégie et activités

Le HCR prêtera son concours technique aux autorités pour les aider à élaborer un cadre d'intégration sur place à l'intention des Angolais qui décident de rester en RDC. Il soutiendra également le rapatriement librement consenti des réfugiés rwandais et recherchera d'autres solutions pour ceux qui restent en RDC. L'accent sera mis sur les projets de renforcement de l'autosuffisance, ciblés principalement sur les ménages vulnérables.

La Commission nationale pour les réfugiés (CNR) bénéficiera de l'assistance du HCR pour appliquer le droit international et national des réfugiés et assurer la détermination du statut, créant ainsi un environnement de protection favorable pour les personnes relevant de la compétence du Haut Commissariat.

Dans la province de l'Équateur, la réintégration des populations de retour sera soutenue par l'exécution de projets communautaires dans les zones de retour et la distribution de colis d'aide individuels et familiaux, comprenant des allocations financières. L'Organisation

## Objectifs et cibles prioritaires en 2013

### Processus de protection et documents adéquats

- La qualité de l'enregistrement et du profilage est améliorée ou maintenue.
  - ☞ Tous les déplacés internes sont enregistrés individuellement.

### Besoins de base et services essentiels

- Des abris et des infrastructures sont construits.
  - ☞ Tous les ménages de retour dans leur lieu d'origine vivent dans des logements convenables et reçoivent des matériaux pour abris ainsi que des outils pour l'entretien.

### Solutions durables

- Tout le potentiel en matière d'intégration est réalisé.
  - ☞ Environ 50 pour cent des anciens réfugiés angolais ayant opté pour l'intégration sur place reçoivent des cartes de résidents.

- Tout le potentiel en matière de rapatriement librement consenti est réalisé.

- ☞ Environ 80 pour cent des réfugiés rwandais (c.à.d. tous ceux qui veulent rentrer) regagnent le Rwanda de manière sûre et digne.
- ☞ Tous les réfugiés regagnant la RDC arrivent de manière sûre et digne dans leur pays.

### Sécurité face à la violence et à l'exploitation

- Le risque de violence sexuelle et sexiste est réduit et la qualité de la réponse améliorée.
  - ☞ Toutes les victimes connues de violences sexuelles et sexistes bénéficient d'un soutien.

## Présence du HCR en 2013

□ Nombre de bureaux	13
□ Effectifs totaux	356
Internationaux	64
Nationaux	246
JEA	4
VNU	38
Autres	4

offrira également un appui technique aux autorités centrales et provinciales pour faciliter l'intégration sur place des déplacés internes, ainsi que l'accès de ces derniers aux structures sociales nationales.

Le HCR luttera contre la violence sexuelle et sexiste au moyen de programmes de prévention et de réponse assurant des réponses coordonnées auprès de toutes les victimes. Ces réponses multisectorielles associeront des soins médicaux, un accompagnement judiciaire et psychosocial et des interventions de sécurité. Elles s'attaqueront également aux inégalités hommes-femmes et à d'autres causes profondes de la violence sexuelle et sexiste au travers d'approches à long terme visant à susciter des changements de comportement.

### ○ Contraintes

L'insécurité et l'insuffisance des infrastructures continuent d'entraver l'accès à un grand nombre de personnes vulnérables. Dans bon nombre de territoires de la RDC, les structures judiciaires et administratives sont défaillantes, ce qui empêche les acteurs humanitaires de s'acquitter avec efficacité de leurs responsabilités. Les tensions qui règnent dans certaines zones d'accueil pourraient nuire à la coexistence pacifique.

## | Organisation et mise en œuvre |

### ○ Coordination

Le principal homologue gouvernemental du HCR est la CNR, dont le siège est situé à Kinshasa et qui dispose de bureaux dans des localités accueillant des réfugiés et des déplacés internes. La présence de la CNR sur le terrain sera renforcée en 2013.

En qualité de chef de file du module de la protection, le HCR a noué des liens étroits avec la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en RDC (MONUSCO), dont le mandat a été prolongé jusqu'en juin 2013. Le HCR est également un membre actif du module des articles non alimentaires, dans lequel il assume le rôle de chef de file de la composante « abris ».

En ce qui concerne les activités de réintégration, le HCR cherche à impliquer les autorités locales et les acteurs du développement dès les premiers stades du rapatriement, afin de pérenniser le retour des personnes qui relèvent de sa compétence.

Depuis 2010, le HCR et le ministère des Affaires sociales coordonnent ensemble les activités menées au titre de la composante protection et prévention de la Stratégie globale de lutte contre la violence sexuelle en RDC. Le HCR participe activement aux travaux de l'équipe mixte d'ONUSIDA et



Jeunes déplacés internes au camp de Kiwanje.

HCR / M. SIBILONI

figure parmi les partenaires de la Stratégie internationale d'appui à la sécurité et à la stabilisation, inspirée du Programme de stabilisation et de reconstruction du Gouvernement (STAREC). Il continue également à participer au PNUAD.

## Informations financières

Le budget pour la RDC augmente régulièrement depuis 2008 car le HCR vient en aide à un nombre croissant de personnes déplacées à l'intérieur du pays ou de retour dans leur lieu d'origine. En conséquence, les besoins financiers de l'Organisation s'élèveront à 156 millions de dollars E.-U. en 2013.

Le budget pour la RDC en 2013 devrait faire l'objet d'une révision ultérieure : à cette occasion, un budget supplémentaire devrait être établi pour répondre aux besoins additionnels suscités par la crise en cours dans l'est du pays, qui n'avaient pu être évalués lorsque le présent budget a été approuvé.

## Conséquences d'un manque de financement

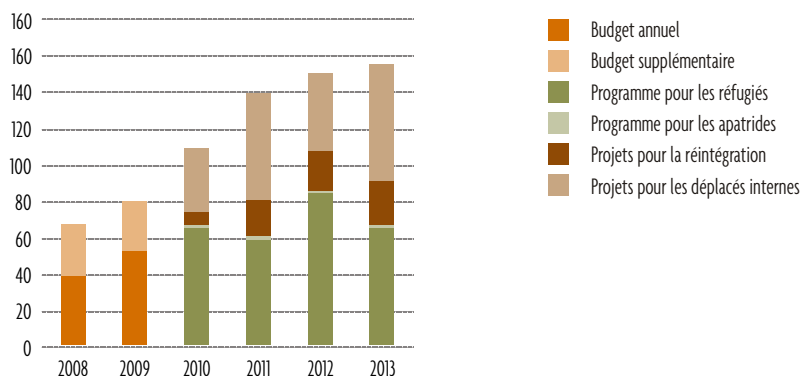
- Quelque 18 000 réfugiés ne pourraient être enregistrés, ce qui compromettrait

gravement leur accès à la protection et à l'assistance.

- Plus de 460 000 déplacés internes ne seraient pas enregistrés par le HCR, de sorte qu'il leur serait plus difficile d'obtenir protection et assistance.
- Quelque 5 000 enfants réfugiés rapatriés et 8 000 enfants déplacés ne pourraient aller à l'école primaire. Ces enfants seraient exposés à de graves risques en matière de protection, notamment le recrutement forcé, l'exploitation et la violence sexuelle et sexuelle.
- Environ 100 000 déplacés internes ne recevraient pas d'assistance dans le secteur des abris et environ 50 000 ne bénéficieraient pas d'articles non alimentaires.
- Environ 50 pour cent des Rwandais réfugiés en RDC ne pourraient pas rentrer dans leur pays.
- Environ 50 pour cent des réfugiés originaires de la République du Congo ne seraient pas rapatriés et plus de 42 000 réfugiés rentrant en RDC ne recevraient pas de kits pour construire de nouveaux logements. La réintégration de ce dernier groupe serait de ce fait gravement compromise.

## Budget du HCR en République démocratique du Congo 2008 – 2013

Millions (dollars E.-U.)



## Budget 2013 du HCR pour la République démocratique du Congo (dollars E.-U.)

RÉPARTITION BUDGÉTAIRE	PROGRAMME POUR LES RÉFUGIÉS PILIER 1	PROGRAMME POUR LES APATRIDES PILIER 2	PROJETS POUR LA RÉINTÉGRATION PILIER 3	PROJETS POUR LES DÉPLACÉS INTERNES PILIER 4	TOTAL
<b>Environnement de protection favorable</b>					
Instruments régionaux et internationaux	0	148 273	0	0	148 273
Droit et politique générale	315 284	0	0	0	315 284
Institutions administratives et pratiques	378 949	0	0	0	378 949
Attitude du public à l'égard des personnes prises en charge	2 715 274	208 273	0	0	2 923 547
<b>Sous-total</b>	<b>3 409 507</b>	<b>356 546</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>3 766 053</b>

## PARTENAIRES

### Partenaires d'exécution

#### Organismes gouvernementaux

Commission nationale pour les réfugiés

#### ONG

Action et intervention pour le développement et l'encadrement social

*African Conservation Fund*

*African Initiative for Relief and Development*

Agence adventiste de secours et de développement

Arche d'alliance

Association pour le développement social et la sauvegarde de l'environnement

Centre d'assistance médico-psychosociale

Centre d'intervention psychosociale

Centre de développement intégral

Communauté des églises libres pentecôtistes.

*Cooperazione e sviluppo* (Cesvi)

*Deutscher Caritasverband*

Encadrement des réfugiés urbains de la ville de Kinshasa

Fédération luthérienne mondiale

Femmes en mission pour soutien et action aux vulnérables confondus

*German Agro-Action*

Groupe d'appui-conseils aux réalisations pour le développement endogène

*Hope in Action*

*International Emergency and Development Aid*

*Intersos*

Les Aiglons

MEDAIR

Multi-actions d'assistance aux marginalisés et sinistrés

Oxfam, Québec

Pain pour les déshérités

Première Urgence - Aide Médicale Internationale

*Save the Children International/DRC*

*Search for Common Ground*

*Women for Women International*

#### Autres

BSP/ONU

OIM

### Partenaires opérationnels

#### Autres

PAM

UNICEF

RÉPARTITION BUDGÉTAIRE	PROGRAMME POUR LES RÉFUGIÉS PILIER 1	PROGRAMME POUR LES APATRIDES PILIER 2	PROJETS POUR LA RÉINTÉGRATION PILIER 3	PROJETS POUR LES DÉPLACÉS INTERNES PILIER 4	TOTAL
<b>Processus de protection et documents adéquats</b>					
Enregistrement et établissement de profils	944 292	163 273	0	9 124 076	10 231 640
Détermination du statut de réfugié	1 089 591	0	0	0	1 089 591
Documents individuels	931 635	150 583	0	0	1 082 219
Enregistrement et documents d'état civil	1 590 669	524 819	0	424 076	2 539 564
Regroupement familial	438 915	0	0	0	438 915
Sous-total	<b>4 995 103</b>	<b>838 675</b>	<b>0</b>	<b>9 548 151</b>	<b>15 381 929</b>
<b>Sécurité face à la violence et à l'exploitation</b>					
Protection contre les conséquences du conflit armé	0	0	0	7 689 662	7 689 662
Violences fondées sur l'appartenance sexuelle (prévention et réponse)	2 292 157	0	444 448	2 058 227	4 794 831
Liberté de mouvement et réduction des risques de détention	317 533	0	495 373	0	812 906
Protection des enfants	670 657	0	0	0	670 657
Sous-total	<b>3 280 347</b>	<b>0</b>	<b>939 820</b>	<b>9 747 889</b>	<b>13 968 056</b>
<b>Besoins de base et services essentiels</b>					
Santé	1 304 055	0	3 402 264	0	4 706 320
Santé procréative et services liés au HIV	1 240 837	0	2 222 183	1 205 694	4 668 714
Eau	0	0	2 533 744	0	2 533 744
Assainissement et hygiène	795 603	0	535 147	432 076	1 762 825
Abris et infrastructure	1 259 403	0	5 625 441	13 127 052	20 011 895
Articles ménagers de base	1 466 530	0	0	6 050 786	7 517 315
Services destinés aux groupes ayant des besoins spécifiques	953 144	0	0	0	953 144
Éducation	999 026	0	2 186 118	2 014 975	5 200 118
Sous-total	<b>8 018 597</b>	<b>0</b>	<b>16 504 898</b>	<b>22 830 581</b>	<b>47 354 076</b>
<b>Autonomisation et autogestion communautaires</b>					
Mobilisation communautaire	902 968	163 273	800 745	0	1 866 986
Coexistence avec les communautés locales	1 961 326	248 203	870 745	0	3 080 274
Ressources naturelles et environnement commun	282 146	0	508 373	524 076	1 314 594
Autosuffisance et moyens d'existence	930 940	0	3 246 448	6 122 976	10 300 364
Sous-total	<b>4 077 380</b>	<b>411 476</b>	<b>5 426 311</b>	<b>6 647 052</b>	<b>16 562 218</b>
<b>Solutions durables</b>					
Stratégie de solutions globales	193 019	0	0	0	193 019
Retour volontaire	13 909 140	0	0	2 028 151	15 937 291
Réintégration	0	0	1 050 773	0	1 050 773
Intégration	7 667 668	0	0	0	7 667 668
Réinstallation	3 727 980	0	0	0	3 727 980
Sous-total	<b>25 497 807</b>	<b>0</b>	<b>1 050 773</b>	<b>2 028 151</b>	<b>28 576 731</b>
<b>Direction, coordination et partenariats</b>					
Coordination et partenariats	610 749	288 273	0	0	899 022
Gestion et coordination des camps	0	0	0	724 076	724 076
Relations avec les donateurs et mobilisation des ressources	1 835 577	0	0	374 076	2 209 653
Sous-total	<b>2 446 326</b>	<b>288 273</b>	<b>0</b>	<b>1 098 151</b>	<b>3 832 750</b>
<b>Appui à la logistique et aux opérations</b>					
Logistique et chaîne d'approvisionnement	11 818 871	0	0	10 900 202	22 719 072
Gestion des opérations, coordination et appui	1 185 697	0	654 631	1 996 302	3 836 630
Sous-total	<b>13 004 568</b>	<b>0</b>	<b>654 631</b>	<b>12 896 504</b>	<b>26 555 702</b>
<b>Total</b>	<b>64 729 635</b>	<b>1 894 970</b>	<b>24 576 432</b>	<b>64 796 478</b>	<b>155 997 515</b>
<b>Budget 2012 révisé (au 30 juin 2012)</b>	<b>84 519 347</b>	<b>1 022 752</b>	<b>22 316 667</b>	<b>43 160 079</b>	<b>151 018 845</b>